



Modèle ADC049F-20I

Etat des indemnités exceptionnelles pour assistance à la famille (Article 57-2° du CGI)

Mois Année 2020

Identification du contribuable

N° d'identification fiscale /

Nom et prénom (s) ou raison sociale

Je déclare sur l'honneur que l'arrêt total ou partiel de mon activité résulte de la crise
sanitaire due à la propagation de la pandémie du virus Corona « COVID 19 » et que les
informations mentionnées sur le présent état sont sincères et exacts

Motifs justifiant que l'entreprise est en difficulté (*)

Arrêt temporaire d'activité en vertu d'une décision administrative Baisse du CA de plus que 50% (comparaison CA mensuel 2019/2020 période de l'état d'urgence sanitaire) Décision de la commission prévue à l'article 3 du décret 2-20-331

Références de la décision de ladite commission :

Informations sur l'activité

Secteur ou branche d'activité :

Activité exercée :

Montant du chiffre d'affaires du mois :

Montant du chiffre d'affaires du même mois de l'année 2019 :

Moyenne mensuelle du CA depuis le début de l'activité jusqu'à fin février 2020 si l'activité a démarré au cours ou après
Mai 2019 :

Liste des bénéficiaires (sur la base des données issues de la dernière déclaration annuelle des salaires) (*)

| N° CNI ou carte de séjour | Nom et prénom (s) Salarié en arrêt de travail | Numéro de matricule | Salaires mensuel net moyen (1) | Montant de l'indemnité accordé (2) |
|---------------------------------|--|---------------------|---|---------------------------------------|
| | Adresse personnelle | N° CNSS | Montant de l'indemnité forfaitaire gérée par la CNSS dont aurait bénéficié le salarié | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |

(*) Lorsque le nombre d'employés en arrêt temporaire de travail dépasse 500 personnes ou si le taux de baisse du chiffre d'affaires déclaré se situe entre 25% et 50%, l'employeur doit avoir au préalable la décision favorable de la commission prévue à l'article 3 du décret 2-20-331, pour pouvoir bénéficier de l'exonération de 50% visée ci-dessus.

(1) Salaire net moyen après impôt se rapportant aux deux premiers mois de l'année 2020, hors rémunérations et primes accordées de façon ponctuelle ou à titre exceptionnel (gratifications, primes de rendement, bonus, etc.)

(2) L'indemnité exonérée est plafonnée à : (1) x 50% y compris, le cas échéant, l'indemnité forfaitaire gérée par la CNSS si le salarié en a bénéficié.

A.....

le

Cachet et signature





RECEPISSE DE DEPOT

Etat des indemnités exceptionnelles pour assistance à la famille

Mois Année 2020

N° d'identification fiscale / / / / / / / / / /

Nom et prénom(s) ou raison sociale

-----Cadre réservé à l'administration -----

Numéro d'enregistrement

Date de dépôt

Cachet de l'administration

